

une valeur de \$6,549,546. Le commerce allait très bien et on aurait pu laisser comme le soutenait l'honorable député; le besoin d'une convention ne se faisait réellement pas sentir. Puis j'avais une note ici au sujet de l'honorable député de Lisgar (M. Brown). Il disait avoir voté contre la convention australienne lors de la dernière session parce qu'on élevait les droits sur le raisin. M'est avis que c'est là un motif plutôt intéressant.

Monsieur l'Orateur, l'idée que j'ai au sujet des conventions, c'est que nous du Canada nous avons besoin d'une entente entre nous-mêmes; une entente de l'Est avec le Centre et l'Ouest, puis une entente de l'Ouest avec le Centre et l'Est, de même qu'une entente du Centre avec les deux extrémités du pays. C'est vers cette fin que devraient porter tous nos efforts, s'il m'est permis de faire cette suggestion à la Chambre. Nous voulons le commerce intérieur, une politique nationale de protection pour toutes nos industries; de protection dans les limites du pays. Il y a beaucoup à faire; et nous pouvons consacrer bien du temps à mener cette entente à bonne fin. Pourquoi achèterions-nous des produits agricoles à l'étranger quand Québec en produit en si grandes quantités? S'il est nécessaire que l'Ontario fasse venir de ces produits du dehors, je dirai que la politique douanière de ce pays devrait être telle que l'Ontario puisse se procurer ces produits dans Québec, sans recourir à quelque pays étranger.

On dit que le Canada est un pays difficile à gouverner. Ce n'est pas ce que je prétends, mais plus d'une fois on a fait cette assertion ici. En supposant qu'il en soit ainsi, cela devrait susciter plus d'intérêt chez tous, car on ne s'intéresse guère à une tâche facile. Si le Canada est difficile à gouverner, faisons appel à toute notre énergie et mettons-nous à l'œuvre sans plus tarder.

Une VOIX: C'est ce que nous faisons.

M. BAKER: Dans les conditions actuelles ici, nous n'avancions à rien et jamais nous n'avancerons à rien. Ce peut être difficile de gouverner, mais nous y mêlons trop de préoccupations de parti. En ce pays nous avons cinq difficultés que tous nous connaissons très bien: le problème douanier, la question des impôts, celles du transport, de l'immigration et de l'émigration. Nos importations, nos taxes, nos salaires, nos revenus, d'où qu'ils proviennent, tous sont payés avec notre production nationale. C'est là que nous trouvons l'argent, de sorte qu'en protégeant notre production, nous protégeons ce qui est la source même de toute notre activité industrielle et commerciale, de tous nos moyens d'existence. Ainsi nous en revenons au principe, les honora-

[M. Baker.]

bles députés le remarqueront, que je ne cesse de prôner, car c'est le seul, selon moi, qui puisse sauver le pays. Ce principe sera adopté et inauguré dans la suite et sauvera le pays, mais sauvons du temps. Quand on sauve du temps dans une affaire de pareille importance, on épargne énormément d'argent. Mettons-nous donc tout de suite à l'œuvre et faisons ce qui s'impose, nous le savons tous. Nous devons sauvegarder nos industries par une protection suffisante.

De prime abord, l'une de nos plus grandes difficultés au Canada, c'est un manque d'équilibre. A mon sens, si nous faisons une étude graduelle et fort attentive de la chose, nous nous apercevrons que voilà la difficulté. Mais je ne prétends pas qu'il faille effectuer un bouleversement à cause de ce manque d'équilibre. Dans une maison d'affaires, certains services sont plus développés les uns que les autres, mais on ne bouleverse pas le service le moins développé par le succès des autres services, on le laisse se relever et éliminer ses pertes. Je mentionne cela parce que je ferai tantôt une remarque touchant le grain, et je ne veux pas que mes amis les producteurs de grain se formalisent de mes paroles. Je ne voudrais pas enlever à quelqu'un son commerce sans indemnisation. Le pays souffre de déséquilibre en ce sens: nous produisons trop de blé pour sa prospérité. Si nous produisions moins de blé pour l'exportation et plus de légumes et de produits de la ferme en général, et si nous avions plus de fabriques, notre économie nationale serait mieux équilibrée et nous éprouverions moins de difficultés et d'agitation qu'aujourd'hui. C'est un fait fort évident, je pense, que la production du blé au Canada est tout à fait disproportionnée avec la production industrielle et à la production agricole en général, et vous observerez que là est l'origine de nos dissensions à la Chambre. Si nous nous appliquions, d'après ces principes, à équilibrer notre production, à cesser de produire plus de blé pour l'exportation tant que notre production maraîchère et agricole en général et le rendement de nos industries ne se seront pas développés en proportion, notre situation serait meilleure. Pourquoi, par exemple, importer pour cent millions de produits agricoles que nous pouvons produire au pays et pour l'achat desquels nous exportons une quantité de blé d'égale valeur? En n'agissant pas ainsi, nous pourrions consommer sur place une plus grande partie de notre blé. Je sais que cette réforme ne s'accomplira pas sur-le-champ, mais, entre temps, on pourrait, au moyen de dispositions faciles à régler par une loi, limiter la production à un niveau qui nous éviterait un préjudice.